

## **Le dictateur kazakh a le bras long**

*Comment une querelle politique se répercute jusque sur les bords du Léman*

Il y a quatre ans, Victor Khrapunov, longtemps membre de l'élite dirigeante du Kazakhstan, a embarqué dans un avion avec armes et bagages pour s'installer en Suisse. Il critique aujourd'hui ouvertement le régime de Noursoultan Nazarbaiev.

### **Andreas Rüesch**

Une nouvelle curiosité orne depuis quelques jours Almaty, la métropole économique du Kazakhstan. Pour le 20<sup>e</sup> anniversaire de la déclaration d'indépendance de l'ancienne république d'Union soviétique, les autorités ont érigé une statue démesurée de l'homme qui régit le pays d'une main de fer depuis deux décennies, Noursoultan Nazarbaiev. Le monument montre le président assis, dans la posture majestueuse du père de la patrie, encadré par deux pompeuses ailes d'aigles. Le culte de la personnalité qui entoure cet autocrate de 71 ans a dès lors atteint un nouveau sommet. Un Parlement complaisant, qui l'avait surnommé l'an dernier « Guide du Peuple » (« Elbasy » en kazakh) et lui avait conféré des privilèges à vie, parmi lesquels l'immunité et la protection contre toute espèce de critique publique, avait ouvert la voie.

### **Opposants en exil**

En l'occurrence, Nazarbaiev s'efforce de préserver une fiction de démocratie. Il vient de dissoudre le Parlement et a fixé à janvier des élections anticipées car il paraît lui utile d'avoir à la Chambre basse, outre le parti présidentiel Nour Otan, une deuxième formation politique. Mais il ne fait pas de doute que le Parlement, même recomposé, continuera d'être aux ordres du chef de l'Etat. Au Kazakhstan, les vrais partis d'opposition sont efficacement réprimés depuis des années, de sorte que le choix des candidats au Parlement est instrumentalisé d'entrée.

Dans ce système de pseudo-démocratie, le grand danger pour le régime ne vient pas des quelques irréductibles défenseurs des droits de l'homme et dissidents restés au pays. Si, à l'occasion, il y a des secousses dans la structure de pouvoir, elles naissent bien plus de conflits au sein de l'élite kazakhe. Les principaux adversaires de Nazarbaiev sont tous d'anciens partisans qui, une fois ou l'autre, ont eu le dessous dans les guerres de pouvoir et ont choisi l'opposition en exil.

C'est ainsi qu'à la fin des années 1990 Akechan Kachegeldine, longtemps premier ministre, a fui à l'étranger où il a entamé sans succès une campagne contre le chef de l'Etat. En 2001, des membres éminents du gouvernement avaient défié Nazarbaiev en fondant un parti d'opposition qui fut tout de suite la cible des représailles étatiques. Un de ses dirigeants, l'ancien banquier et ministre de l'Energie Moukhtar Abliyasov, est aujourd'hui en Grande-Bretagne où il a obtenu l'asile politique et s'affaire à critiquer activement le régime. Autre épine dans le pied de Nazarbaiev, son ancien gendre Rachat Aliyev. L'ancien membre des services secrets et ambassadeur à Vienne est tombé en disgrâce en 2007 et dévoile depuis lors toute sorte de scandales au sein du régime.

## Départ longuement planifié

Depuis quelque temps, Victor Khrapunov, qui réside à Genève, s'active lui aussi comme critique du régime. A l'instar des personnalités citées ci-dessus, Khrapunov, 63 ans, a également fait carrière dans les cercles du pouvoir kazakh. Vers la fin de l'ère soviétique, ce Russe appartenait comme Nazarbaïev à la nomenklatura du Parti communiste et occupait après l'indépendance des postes élevés, notamment comme ministre de l'Industrie électrique et des Charbonnages, un des secteurs économiques les plus importants de la république d'Asie centrale.

En 1997, le chef de l'Etat le nomma maire d'Almaty, en 2004 gouverneur de la province du Kazakhstan oriental et, en 2007, ministre de la Protection contre les catastrophes. Mais la même année, sous la pression d'une enquête interne au gouvernement et affecté par des problèmes de santé, Khrapunov remit sa démission. Prétextant un séjour dans une clinique, il put s'installer en Suisse où, avec sa famille, il avait précédemment acheté à Cologny, sur les bords du Léman, une villa de 32 millions de francs. Le moyen de transport choisi avait été la hauteur : l'ex-ministre et son épouse Leila Khrapunova louèrent pour le voyage d'Almaty à Genève, un avion gros-porteur et le remplirent de tout ce qu'ils ne voulaient pas abandonner dans leur patrie.

L'émigration était un projet planifié de longue date. Ils s'y étaient résolus en 2004 déjà, raconte le couple. Il y avait eu des heurts de plus en plus fréquents avec des membres du cercle le plus étroit du pouvoir, surtout avec Dariga Nazarbaïeva, l'influente fille du président (lui en politique, elle dans les affaires). Khrapunov raconte comment en 2004, par exemple, Dariga lui avait imposé avant les élections parlementaires une liste de candidats dont il devait assurer le succès dans les urnes. Une autre fois, elle avait voulu lui infliger un de ses affidés en guise d'adjoint. Il s'était défendu contre ces deux immixtions mais, du coup, s'était attiré l'hostilité de la fille du président.

Son épouse Leila relate elle aussi des expériences douloureuses, elle qui avait fondé il y a vingt ans la première TV privée du pays et avait été brièvement ministre des Médias électroniques. Dariga, qui visait pour elle-même un rôle de pouvoir dans les médias, l'aurait brutalement éjectée de ses activités.

Aujourd'hui qu'il a perdu la faveur du pouvoir kazakh, Victor Khrapunov défend avec véhémence l'opinion que Nazarbaïev est un dictateur sans scrupule et hautement corrompu. Selon lui, il contrôle tous les médias, tous les juges et ne songerait pas un instant à quitter le pouvoir. « Le régime n'aura pas de paix jusqu'à ce que le pouvoir illimité du président soit garanti pour toujours. », assure le Kazakh en exil à Genève. Il reproche également au chef de l'Etat un enrichissement inouï : « Je n'aurais jamais cru que Nazarbaïev réussirait à faire du Kazakhstan une petite entreprise destinée uniquement à l'enrichissement de sa propre famille. »

Le fait est qu'on dirait que l'ancien apparatchik communiste dirige son pays à la façon d'une holding. Les grandes entreprises d'Etat, qui, ensemble, représentent les deux tiers de l'activité économique, sont réunies dans le fonds étatique Samruk-Kasyna placé sous le contrôle du beau-fils de Nazarbaïev, Timour Koulibaïev. Selon les cercles de l'opposition, il aurait déjà accumulé une fortune gigantesque et se trouve depuis septembre 2010 sous enquête pénale du Ministère public de la Confédération, suspecté de blanchiment d'argent.

## **Un scandale et ses répercussions**

Il y a un point saillant dans la biographie de Khrapunov : à la différence d'autres « renégats », il ne s'est pas tout de suite manifesté publiquement après son exil mais a vécu presque quatre ans dans le silence à Genève. Son fils Iliyas, 26 ans, a parfois attiré l'attention par de gros projets immobiliers en Suisse romande et figure dans la liste des 300 résidents suisses les plus riches du magazine « Bilan ». Pour le reste, la famille Khrapunov est restée discrète. Ce n'est que l'automne dernier que l'ex-haut fonctionnaire qui, naguère, n'accordait aucune interview, a commencé à s'exprimer. Que s'était-il passé ? Khrapunov explique d'une part qu'il a mieux pris conscience, depuis l'étranger, du caractère répressif du régime kazakh ; mais d'autre part il ne cache pas qu'il réagit sous la pression d'une campagne déchaînée contre lui dans son pays d'origine.

Selon des informations venues du Kazakhstan, les autorités judiciaires locales auraient ouvert ces derniers mois six procédures judiciaires contre lui. Les médias proches du régime se consacrent inopinément aux incohérences de sa carrière et, au pays, des parents sont les victimes de repréailles par les pouvoirs publics. Comme on avait laissé Khrapunov tranquille pendant des années, il ne s'agit certes pas pour le régime de chercher tardivement la vérité. Il y a une explication beaucoup plus plausible : comme son fils a épousé la fille du dirigeant de l'opposition Abliyasov, il passe désormais pour un membre de son clan politique. Le chef des services secrets kazakhs lui aurait brièvement communiqué par téléphone au printemps qu'il considérait Iliyas comme coupable de haute trahison.

On reproche concrètement à Iliyas Khrapunov d'avoir coopéré avec Abliyasov quand ce dernier, au début de 2010, révéla le plus gros scandale de corruption dans l'entourage de Nazarbaïev. Des documents en possession d'Abliyasov prouveraient que le gendre de Nazarbaïev, Timour Koulibaïev, aurait empoché des centaines de millions de dollars lors de la privatisation de parts de l'Etat dans des sociétés de matières premières kazakhs. Dans ce contexte, un document bancaire a fait surface, qui semble établir que Koulibaïev avait l'intention de transférer 600 millions de dollars d'UBS au Credit Suisse. Le soupçon se fait jour que ce sont des indices de ce type qui ont déclenché l'enquête pénale du Ministère publique de la Confédération contre Koulibaïev.

## **Guerre sans merci**

Aux dires de Khrapunov, l'éclatement de ce scandale aurait ressemblé, pour la clique dirigeante du Kazakhstan, à l'explosion d'une « bombe atomique politique ». A l'image du « Kazakhgate » qui, il y a une dizaine d'années, avait mis au jour les comptes kazakhs de Genève destinés aux pots-de-vin, les révélations sur le beau-fils de Nazarbaïev constituent un sale coup pour le prestige du chef de l'Etat. Khrapunov dément que son fils ait eu quelque chose à y voir et, à ses dires, il aurait mis en garde le régime d'Astana contre l'implication de sa famille dans la querelle avec Abliyasov.

Mais c'est justement ce qui s'est produit. Les médias kazakhs multiplient les informations qui placent la fortune ostensible de la famille Khrapunov dans un contexte criminel et les six procédures judiciaires servent manifestement à l'intimider. C'est pourquoi l'ancien haut fonctionnaire est sorti du silence. Il rejette le reproche de s'être enrichi de manière illicite dans ses fonctions. La fortune de « plusieurs dizaines de millions de dollars » qui,

entre autres, rendu possible l'achat de sa villa de Cologny et les projets immobiliers de son fils ont été gagnés par son épouse, alors entrepreneure indépendante. C'est plutôt à ses adversaires que Khrapunov reproche un enrichissement éhonté. Il avait ainsi pu constater, dans sa fonction de maire, comment deux douzaines de proches du dictateur s'étaient approprié des terres en pleine zone de protection naturelle, au sud d'Almaty, pour y construire des résidences secondaires privées. La liste des profiteurs que présente Khrapunov se lit comme le Who's Who des élites kazakhes.

Reste qu'on ignore si, par d'aussi fâcheuses révélations, il pourra inciter le président Nazarbaïev à le laisser tranquille. En tout cas, il a récemment pris soin de demander l'asile politique en Suisse.